

SENAT DE BELGIQUE**SESSION DE 1988-1989**

16 JANVIER 1989

Projet de loi sur la juridiction visée aux articles 92bis, §§ 5 et 6, et 94, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles

AMENDEMENTS**SOMMAIRE**

N ^{os}	Pages
3 Amendement proposé par MM. Duquesne et Monfils	3
4 Amendement proposé par MM. Monfils et Duquesne	3
5 Amendement proposé par MM. Duquesne et Monfils	4
6 Amendement proposé par MM. Monfils et Duquesne	4
7 Amendements proposés par MM. Duquesne et Monfils	5
8 Amendements proposés par MM. Monfils et Duquesne	5
9 Amendement proposé par MM. Duquesne et Monfils	6
10 Amendement proposé par MM. Monfils et Duquesne	6

R. A 14649*Voir :***Documents du Sénat :****563 (1988-1989) :**N^o 1 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.N^o 2 : Rapport.**BELGISCHE SENAAAT****ZITTING 1988-1989**

16 JANUARI 1989

Ontwerp van wet op het rechtscollege bedoeld bij artikel 92bis, §§ 5 en 6, en artikel 94, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen

AMENDEMENTEN**INHOUD**

Nrs.	Bladz.
3 Amendement van de heren Duquesne en Monfils	3
4 Amendement van de heren Monfils en Duquesne	3
5 Amendement van de heren Duquesne en Monfils	4
6 Amendement van de heren Monfils en Duquesne	4
7 Amendementen van de heren Duquesne en Monfils	5
8 Amendementen van de heren Monfils en Duquesne	5
9 Amendement van de heren Duquesne en Monfils	6
10 Amendement van de heren Monfils en Duquesne	6

R. A 14649*Zie :***Gedr. St. van de Senaat :****563 (1988-1989) :**N^o 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van Volksvertegenwoordigers.N^o 2 : Verslag.

N ^o	Pages	Nrs.	Bladz.
11 Amendement proposé par MM. Monfils et Duquesne	7	11 Amendement van de heren Monfils en Duquesne	7
12 Amendement proposé par MM. Duquesne et Monfils	7	12 Amendement van de heren Duquesne en Monfils	7
13 Amendement proposé par MM. Monfils et Duquesne	8	13 Amendement van de heren Monfils en Duquesne	8
14 Amendement proposé par MM. Duquesne et Monfils	9	14 Amendement van de heren Duquesne en Monfils	9
15 Amendement proposé par MM. Monfils et Duquesne	9	15 Amendement van de heren Monfils en Duquesne	9
16 Amendement subsidiaire proposé par MM. Duquesne et Monfils	10	16 Subsidiair amendement van de heren Duquesne en Monfils	10
17 Amendement proposé par MM. Monfils et Duquesne	10	17 Amendement van de heren Monfils en Duquesne	10
18 Amendement proposé par MM. Duquesne et Monfils	11	18 Amendement van de heren Duquesne en Monfils	11
19 Amendement proposé par MM. Monfils et Duquesne	11	19 Amendement van de heren Monfils en Duquesne	11
20 Amendement proposé par MM. Duquesne et Monfils	11	20 Amendement van de heren Duquesne en Monfils	11
21 Amendement proposé par MM. Monfils et Duquesne	12	21 Amendement van de heren Monfils en Duquesne	12
22 Amendement subsidiaire proposé par MM. Duquesne et Monfils	12	22 Subsidiair amendement van de heren Duquesne en Monfils	12
23 Amendement proposé par MM. Monfils et Duquesne	13	23 Amendement van de heren Monfils en Duquesne	13
24 Amendement proposé par MM. Duquesne et Monfils	13	24 Amendement van de heren Duquesne en Monfils	13
25 Amendement proposé par MM. Monfils et Duquesne	14	25 Amendement van de heren Monfils en Duquesne	14
26 Amendement proposé par MM. Duquesne et Monfils	14	26 Amendement van de heren Duquesne en Monfils	14
27 Amendement proposé par MM. Monfils et Duquesne	15	27 Amendement van de heren Monfils en Duquesne	15
28 Amendement proposé par MM. Duquesne et Monfils	15	28 Amendement van de heren Duquesne en Monfils	15
29 Amendement proposé par MM. Monfils et Duquesne	16	29 Amendement van de heren Monfils en Duquesne	16
30 Amendement proposé par MM. Monfils et Duquesne	16	30 Amendement van de heren Monfils en Duquesne	16
31 Amendement proposé par MM. Duquesne et Monfils	16	31 Amendement van de heren Duquesne en Monfils	16
32 Amendement proposé par MM. Duquesne et Monfils	17	32 Amendement van de heren Duquesne en Monfils	17
33 Amendement proposé par MM. Monfils et Duquesne	17	33 Amendement van de heren Monfils en Duquesne	17
34 Amendement proposé par M. Duquesne et consorts	18	34 Amendement van de heer Duquesne c.s.	18
35 Amendement proposé par MM. Duquesne et Monfils	19	35 Amendement van de heren Duquesne en Monfils	19
36 Sous-amendement proposé par MM. Monfils et Duquesne	19	36 Subamendement van de heren Monfils en Duquesne	19
37 Amendement proposé par MM. Duquesne et Monfils	20	37 Amendement van de heren Duquesne en Monfils	20
38 Amendement proposé par Mme Herman-Michielsens et M. De Backer	20	38 Amendement van Mevr. Herman-Michielsens en de heer De Backer	20

N° 3 — AMENDEMENT PROPOSE
PAR MM. DUQUESNE ET MONFILS

ART. 2

Compléter le § 1^{er} de cet article par la disposition suivante :

« ; peuvent être arbitres ceux qui ont la capacité de contracter, à l'exception des mineurs même émancipés, des personnes pourvues d'un conseil judiciaire et de ceux qui sont définitivement exclus de l'électorat ou qui sont frappés de la suspension des droits électoraux. »

Justification

Le projet ne prévoit aucune condition liée à la personne des membres désignés par les parties pour siéger à la juridiction de coopération.

Il s'indique pourtant de prévoir certaines exclusions.

A cet égard, comme le projet de loi s'inspire, selon l'exposé des motifs, de la législation sur l'arbitrage, il est indiqué de reproduire expressément le texte de l'article 1680 du Code judiciaire.

A. DUQUESNE.
Ph. MONFILS.



N° 4 — AMENDEMENT PROPOSE
PAR MM. MONFILS ET DUQUESNE

ART. 2

Compléter le § 1^{er} de cet article par la phrase suivante :

« , outre le membre effectif, chaque partie doit également désigner un membre suppléant. »

Justification

Nulle part dans le projet il n'est fait mention de l'existence de suppléants.

Dès lors, s'il advenait que l'un des membres vienne, en cours de procédure, à décéder, à renoncer à son mandat ou à se trouver dans l'impossibilité physique de remplir sa tâche, on devrait recommencer la procédure de désignation *ab initio*. La simple indication, dans le projet, de l'existence de membres suppléants permet de remédier à cet inconvénient.

Ph. MONFILS.
A. DUQUESNE.



Nr. 3 — AMENDEMENT
VAN DE HEREN DUQUESNE EN MONFILS

ART. 2

Aan § 1 van dit artikel de volgende volzin toe te voegen :

« Ieder die bekwaam is tot het aangaan van een overeenkomst kan scheidsman zijn, met uitzondering van, zelfs ontvoogde, minderjarigen, van personen wie een gerechtelijk raadsman is toegevoegd en van hen die onherroepelijk zijn uitgesloten van het kiesrecht of in de uitoefening van het kiesrecht zijn geschorst. »

Verantwoording

Het ontwerp voert geen enkele voorwaarde in betreffende de persoon van de leden die door de partijen worden aangewezen om deel uit te maken van het samenwerkingsgerecht.

Het is nochtans raadzaam in voorwaarden van uitsluiting te voorzien.

Aangezien in de memorie van toelichting wordt gezegd dat het ontwerp ingegeven is door de bepalingen op de arbitrage, is het op dat stuk geraden artikel 1680 van het Gerechtelijk Wetboek woordelijk over te nemen.



Nr. 4 — AMENDEMENT
VAN DE HEREN MONFILS EN DUQUESNE

ART. 2

Paragraaf 1 van dit artikel aan te vullen met de volgende zin :

« ; elke partij moet, behalve het werkend lid, ook een plaatsvervanger aanwijzen. »

Verantwoording

Nergens in het ontwerp is er sprake van plaatsvervangers.

Indien een van de leden tijdens de procedure zou overlijden, afzien van zijn mandaat of zich in de materiële onmogelijkheid bevindt zijn taak te vervullen, zou de aanwijzingsprocedure van het begin af herbegonnen moeten worden. Door in het ontwerp te vermelden dat er ook plaatsvervangers zijn, kan dit bezwaar voorkomen worden.



N° 5 — AMENDEMENT PROPOSE PAR MM. DUQUESNE ET MONFILS

ART. 2

Compléter le § 2 de cet article par les mots suivants :

« , ayant rang de conseiller à la Cour d'appel ou de conseiller à la Cour de cassation. »

Justification

Les litiges dont seront saisies les juridictions de coopération porteront généralement sur des intérêts financiers importants. Il est primordial, surtout si l'on compte que — selon le projet — les décisions ne seront susceptibles d'aucun appel, que le magistrat présidant la juridiction ait suffisamment d'expérience et d'autorité professionnelles pour dominer parfaitement ce type de litiges.

A. DUQUESNE.
Ph. MONFILS.

**

N° 6 — AMENDEMENT PROPOSE PAR MM. MONFILS ET DUQUESNE

ART. 3

Remplacer cet article par les dispositions suivantes :

« Article 3. — La juridiction peut être saisie par une ou plusieurs parties à l'accord de coopération ou le cas échéant, par une ou plusieurs parties au différend visé au § 3 de l'article 94 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

La juridiction peut également être saisie par toute personne justifiant d'un intérêt directement lié à l'accord de coopération litigieux. »

Justification

La bonne exécution des accords de coopération peut avoir des répercussions importantes pour les droits et intérêts de certains tiers. On peut ainsi penser à la situation des entrepreneurs de travaux publics ayant passé des contrats avec l'une des parties à un accord de coopération dont l'interprétation ou l'exécution est controversée.

Rien dans le projet ne prévoit pourtant la possibilité, pour ces tiers, de faire valoir leurs droits devant la juridiction de coopération.

C'est à cette lacune que le présent amendement tend à remédier.

Ph. MONFILS.
A. DUQUESNE.

**

Nr. 5 — AMENDEMENT VAN DE HEREN DUQUESNE EN MONFILS

ART. 2

Paragraaf 2 van dit artikel aan te vullen als volgt :

« , met de rang van raadsheer in het Hof van Beroep of van raadsheer in het Hof van Cassatie. »

Verantwoording

De geschillen die bij de samenwerkingsgerechten aanhangig gemaakt zullen worden, zullen in het algemeen betrekking hebben op aanzienlijke financiële belangen. Vooral indien men ervan uitgaat dat volgens het ontwerp tegen de beslissingen geen hoger beroep kan worden ingesteld, is het essentieel dat de magistraat-voorzitter van een dergelijk rechtscollege over voldoende professionele ervaring en gezag beschikt om dat soort geschillen volledig aan te kunnen.

**

Nr. 6 — AMENDEMENT VAN DE HEREN MONFILS EN DUQUESNE

ART. 3

Dit artikel te vervangen als volgt :

« Artikel 3. — Een zaak kan bij het rechtscollege aanhangig worden gemaakt door een of meer partijen bij het samenwerkingsakkoord of, in voorkomend geval, door een of meer partijen in het geschil vermeld in § 3 van artikel 94 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Een ieder die doet blijken van een belang dat rechtstreeks verband houdt met het betwiste samenwerkingsakkoord, kan eveneens de zaak bij het rechtscollege aanhangig maken. »

Verantwoording

De correcte uitvoering van de samenwerkingsakkoorden kan belangrijke gevolgen hebben voor de rechten en de belangen van sommige derden. Men denke bijvoorbeeld aan de situatie van de aannemers van openbare werken die een contract gesloten hebben met een van de partijen bij een samenwerkingsakkoord waarvan de interpretatie of de uitvoering betwist wordt.

De tekst van het ontwerp biedt die derden niet de mogelijkheid hun rechten te doen gelden voor het samenwerkingsgerecht.

Dit amendement wil die leemte in het ontwerp opvullen.

**

N° 7 — AMENDEMENTS PROPOSES PAR MM. DUQUESNE ET MONFILS

ART. 4

A. Compléter le deuxième alinéa du § 1^{er} de cet article par la mention suivante :

« — la désignation du membre de la juridiction choisi par la partie. »

B. Remplacer le premier alinéa du § 2 de cet article par ce qui suit :

« Dès la notification de la demande, la partie demanderesse désigne le membre de la juridiction qu'elle a choisi selon les modalités et dans les délais prévus par les accords de coopération. »

Justification

Dans la procédure d'arbitrage de droit civil, dont le projet entend s'inspirer, la partie demanderesse désigne immédiatement son arbitre. Il s'indique d'appliquer la même règle dans le cadre du présent projet.

A. DUQUESNE.
Ph. MONFILS.

**

N° 8 — AMENDEMENTS PROPOSES PAR MM. MONFILS ET DUQUESNE

ART. 4

A. Supprimer l'alinéa 2 du § 2 de cet article.

B. Au § 3 de cet article, supprimer les mots « et de cooptation du président ».

C. Remplacer le § 4 de cet article par les dispositions suivantes :

« Le président en exercice de la Cour d'arbitrage désigne le président et son suppléant à la demande de la partie la plus diligente, à lui adressée par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

A défaut de désignation des membres par les parties, il procède également à leur désignation de la même manière. Le président de la Cour d'arbitrage entend toutes les parties avant de procéder à une désignation. »

Justification

Le projet prévoit que le président de la juridiction doit être un magistrat de l'ordre judiciaire. Il importe de préserver l'in-

Nr. 7 — AMENDEMENTEN VAN DE HEREN DUQUESNE EN MONFILS

ART. 4

A. In § 1 van dit artikel, het tweede lid aan te vullen als volgt :

« — de naam van het lid van het rechtscollege dat door de partij is gekozen. »

B. In § 2 van dit artikel, het eerste lid te vervangen als volgt :

« Zodra van het verzoek kennis is gegeven, wijst de eisende partij het lid van het door haar gekozen rechtscollege aan op de wijze en binnen de termijnen bepaald in de samenwerkingsakkoorden. »

Verantwoording

In de civielrechtelijke arbitrageprocedure, waarvan in dit ontwerp wordt uitgegaan, kan de eisende partij terstond haar scheidsrechter aanwijzen. In het kader van dit ontwerp behoort dezelfde regel toepassing te krijgen.

**

Nr. 8 — AMENDEMENTEN VAN DE HEREN MONFILS EN DUQUESNE

ART. 4

A. Paragraaf 2, tweede lid, van dit artikel te doen vervallen.

B. In § 3 van dit artikel te doen vervallen de woorden « en de coöptatie van de voorzitter ».

C. Paragraaf 4 van dit artikel te vervangen als volgt :

« De fungerende voorzitter van het Arbitragehof wijst de voorzitter en diens plaatsvervanger aan op verzoek van de meest gereede partij, welk verzoek aan hem gericht wordt bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs.

Wijzen de partijen geen leden aan, dan wijst hij deze ook op dezelfde wijze aan. De voorzitter van het Arbitragehof hoort alle partijen alvorens tot de aanwijzing over te gaan. »

Verantwoording

Het ontwerp bepaalt dat de voorzitter van het rechtscollege een magistraat van de rechterlijke orde moet zijn. De magis-

dépendance absolue du magistrat, représentant du pouvoir judiciaire, à l'égard des parties. Dès lors, il s'indique de faire en sorte que la désignation du président ne soit pas laissée à la seule appréciation des parties ou des membres qui les représentent devant la juridiction. La désignation du président par le président en exercice de la Cour d'arbitrage est de nature à préserver l'indépendance voulue.

Ph. MONFILS.
A. DUQUESNE.

**

N° 9 — AMENDEMENT PROPOSE PAR MM. DUQUESNE ET MONFILS

ART. 4

Compléter cet article par un § 5 (nouveau), rédigé comme suit :

« § 5. Le membre qui a accepté sa mission ne peut se déporter, à moins qu'à sa demande le président de la Cour d'arbitrage ne l'y ait autorisé. Le président de la Cour d'arbitrage ne statue que parties entendues ou convoquées par notification par lettre recommandée avec accusé de réception. »

Justification

Il est indispensable de prévoir un mécanisme qui organise le désistement d'un membre de la juridiction afin d'éviter à celle-ci toute impossibilité de fonctionnement.

A. DUQUESNE.
Ph. MONFILS.

**

N° 10 — AMENDEMENT PROPOSE PAR MM. MONFILS ET DUQUESNE

ART. 5

Au § 1^{er} de cet article, *in fine*, remplacer les mots « le troisième jour ouvrable qui suit l'expiration du délai de cooptation ou de désignation du président » par les mots « le dixième jour ouvrable qui suit la désignation du président ».

Justification

Convoquer la juridiction dans un délai de trois jours ouvrables après la désignation du président est irréaliste.

Depuis le moment où il est procédé à la désignation du président, il faut :

— à tout le moins, que celui-ci prenne évidemment connaissance de sa désignation;

traat, die de rechterlijke macht vertegenwoordigt, behoort ten opzichte van de partijen volstrekt onafhankelijk te blijven. Daarom is het raadzaam te bepalen dat het aanwijzen van de voorzitter niet uitsluitend wordt overgelaten aan het oordeel van de partijen of van de leden die hen bij het rechtscollege vertegenwoordigen. Het aanwijzen van de voorzitter door de fungerende voorzitter van het Arbitragehof kan de gewenste onafhankelijkheid veilig stellen.

**

Nr. 9 — AMENDEMENT VAN DE HEREN DUQUESNE EN MONFILS

ART. 4

Dit artikel aan te vullen met een § 5 (nieuw), luidende :

« § 5. Het lid dat zijn opdracht aanvaard heeft, kan zich niet terugtrekken, tenzij de voorzitter van het Arbitragehof zijn verzoek daartoe heeft ingewilligd. De voorzitter van het Arbitragehof doet eerst uitspraak nadat de partijen zijn gehoord of opgeroepen bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs. »

Verantwoording

Het is absoluut noodzakelijk te voorzien in een regeling voor het geval een lid van het rechtscollege zich terugtrekt ten einde te vermijden dat dit college niet kan functioneren.

**

Nr. 10 — AMENDEMENT VAN DE HEREN MONFILS EN DUQUESNE

ART. 5

Aan het slot van § 1 van dit artikel de woorden « op de derde werkdag volgend op het verstrijken van de termijn voor coöptatie of aanwijzing van de voorzitter » te vervangen door de woorden « op de tiende werkdag volgend op de aanwijzing van de voorzitter ».

Verantwoording

Het getuigt van weinig realisme het rechtscollege te willen bijeenroepen binnen drie werkdagen na de aanwijzing van de voorzitter.

Vanaf het tijdstip dat de voorzitter is aangewezen :

— moet hij ten minste kennis kunnen nemen van zijn aanwijzing;

— qu'il puisse utilement prendre contact avec les autres membres de la juridiction dont il découvre l'identité en même temps qu'il apprend sa nomination;

— que l'ensemble des membres de la juridiction s'accorde sur un lieu de réunion, puisque c'est à eux qu'il appartient de le fixer.

Le simple bon sens permet de penser que la réalisation matérielle de ces différentes tâches est impossible en trois jours.

Il convient donc d'augmenter le délai prévu pour la première réunion de la juridiction et de porter celui-ci à dix jours ouvrables.

Ph. MONFILS.
A. DUQUESNE.

**

N° 11 — AMENDEMENT PROPOSE PAR MM. MONFILS ET DUQUESNE

ART. 5

Compléter le § 2 de cet article par la phrase suivante :

« Il procède sans délai à la désignation d'un greffier qui assistera les membres de la juridiction dans tous les actes de leur ministère. »

Justification

Assez curieusement, le texte du projet ignore totalement la nécessité de recourir, pour l'accomplissement des tâches matérielles inhérentes au fonctionnement de la juridiction, à l'assistance d'un greffier. Celui-ci est pourtant un rouage essentiel du bon fonctionnement de toute juridiction. Le Code judiciaire consacre d'ailleurs de nombreux articles à la fonction de greffier. Il s'indique à tout le moins de prévoir, dans le présent projet, que le président doit être attentif dès le départ à cet aspect du bon fonctionnement de sa juridiction.

Ph. MONFILS.
A. DUQUESNE.

**

N° 12 — AMENDEMENT PROPOSE PAR MM. DUQUESNE ET MONFILS

ART. 5

Compléter le § 2 de cet article par la disposition suivante :

« Il fixe notamment le siège de la juridiction ainsi que le montant et le délai de paiement des sommes qui doivent être consignées par la partie demanderesse au titre d'avance sur les frais de fonctionnement de la juridiction. »

— moet hij contact kunnen opnemen met de andere leden van het rechtscollege wier identiteit hij samen met zijn aanwijzing verneemt;

— moeten alle leden van het rechtscollege het eens worden over de plaats waar zij zullen vergaderen, aangezien zij die plaats behoren te bepalen.

Alleen het gezond verstand al toont aan dat die opdrachten niet in drie dagen uitgevoerd kunnen worden.

De termijn voor het bepalen van het tijdstip waarop het rechtscollege voor de eerste maal bijeenkomt, moet dus worden verlengd en op tien werkdagen worden gebracht.

**

Nr. 11 — AMENDEMENT VAN DE HEREN MONFILS EN DUQUESNE

ART. 5

Paragraaf 2 van dit artikel aan te vullen als volgt :

« Hij wijst onverwijld een griffier aan die de leden van het rechtscollege bijstaat bij al de handelingen van hun ambt. »

Verantwoording

De tekst van het ontwerp gaat merkwaardig genoeg geheel voorbij aan de noodzaak om, voor het vervullen van de materiële taken die noodzakelijk zijn voor de werking van een rechtscollege, een beroep te doen op een griffier. Zijn ambt is nochtans van essentieel belang voor de goede werking van een rechtscollege. Het Gerechtelijk Wetboek wijdt trouwens vele artikelen aan het ambt van griffier. Het is noodzakelijk dat in dit ontwerp ten minste wordt bepaald dat de voorzitter van bij het begin de nodige aandacht moet schenken aan dit aspect van de goede werking van het rechtscollege.

**

Nr. 12 — AMENDEMENT VAN DE HEREN DUQUESNE EN MONFILS

ART. 5

Paragraaf 2 van dit artikel aan te vullen als volgt :

« Hij bepaalt onder meer de zetel van het rechtscollege, de geldsommen die de eisende partij in consignatie moet geven als voorschot op de werkingskosten van het rechtscollege evenals de termijn waarbinnen die sommen betaald moeten worden. »

Justification

Le Conseil d'Etat a fait justement remarquer que le projet ne contenait aucune disposition relative à l'organisation administrative des juridictions de coopération, alors qu'inévitablement des problèmes de cette nature se poseront. A tout le moins, il semble indispensable de prévoir expressément dans le texte l'obligation pour la juridiction de fixer immédiatement le lieu où elle s'établira et où toutes communications pourront être valablement faites.

De même, pour ce qui est des frais de fonctionnement, l'article 56 du projet prévoit simplement que ceux-ci seront supportés par les parties au litige à parts égales. Il n'empêche que, dès le départ, des dépenses de fonctionnement devront être consenties; nulle part dans le projet on ne trouve trace d'avance de fonds permettant d'y faire face.

Comment seront payés, par exemple, les frais d'expertises éventuelles ?

L'amendement tend à résoudre ce problème en rendant obligatoire des avances de fonds par la partie demanderesse.

A. DUQUESNE.
Ph. MONFILS.

N° 13 — AMENDEMENT PROPOSE
PAR MM. MONFILS ET DUQUESNE

ART. 5

Compléter cet article par un § 3, libellé comme suit :

« § 3. Dès sa première réunion, la juridiction examine et se prononce sur sa compétence eu égard aux dispositions prévues par l'accord de coopération. La décision par laquelle la juridiction se prononce sur sa compétence est notifiée sans délai à toutes les parties intervenantes par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

La désignation d'un membre par une partie ne la prive pas du droit d'invoquer l'incompétence de la juridiction. »

Justification

Le projet ne semble pas avoir envisagé la possibilité du débat sur la compétence ou l'incompétence de la juridiction.

Or, avant de poursuivre la procédure en procédant à l'examen du fond, il est logique que la juridiction examine si la situation qui lui est dénoncée entre bien dans le cadre de l'accord de coopération présenté comme litigieux.

L'article 1697 du Code judiciaire accorde d'ailleurs au tribunal arbitral, dont la juridiction de coopération est inspirée, le pouvoir de se prononcer sur sa compétence. Il s'indique donc de prévoir le même mécanisme dans le cadre du présent projet.

Ph. MONFILS.
A. DUQUESNE.

Verantwoording

De Raad van State heeft terecht opgemerkt dat het ontwerp geen enkele bepaling met betrekking tot de administratieve organisatie van de samenwerkingsgerechten bevat, terwijl zich toch onvermijdelijk problemen van die aard zullen voordoen. Het lijkt in ieder geval absoluut noodzakelijk dat de tekst het rechtscollege uitdrukkelijk verplicht onverwijld de plaats te bepalen waar het zich zal vestigen en waar alle mededelingen rechtsgeldig kunnen gebeuren.

Wat de werkingskosten betreft, bepaalt artikel 56 enkel dat ze gelijkelijk ten laste genomen worden door de partijen bij het geschil. Dit belet echter niet dat er van bij het begin werkingskosten zullen zijn; nergens in het ontwerp is echter sprake van voorschotten die hiervoor zouden kunnen worden gebruikt.

Hoe zullen bijvoorbeeld eventuele kosten voor deskundigenonderzoek gedekt worden ?

Het amendement wil dit probleem oplossen door de eisende partij te verplichten een voorschot te betalen.

Nr. 13 — AMENDEMENT
VAN DE HEREN MONFILS EN DUQUESNE

ART. 5

Dit artikel aan te vullen met een § 3, luidende :

« § 3. Op zijn eerste zitting onderzoekt het rechtscollege zijn bevoegdheid en spreekt zich erover uit volgens het bepaalde in het samenwerkingsakkoord. De beslissing waarin het rechtscollege zich over zijn bevoegdheid uitspreekt, wordt onmiddellijk bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs ter kennis gebracht van alle tussenkomende partijen.

Door een lid aan te wijzen, verliest een partij het recht niet om de onbevoegdheid van het rechtscollege aan te voeren. »

Verantwoording

Het ontwerp lijkt niet te voorzien in de mogelijkheid van een debat over het al dan niet bevoegd zijn van het rechtscollege.

Voor de zaak zelf wordt onderzocht, is het logisch dat het rechtscollege nagaat of het feit dat hem ter kennis wordt gebracht, wel degelijk ressorteert onder het samenwerkingsakkoord dat als betwist wordt voorgesteld.

Artikel 1697 van het Gerechtelijk Wetboek verleent aan het scheidsgerecht, waarop het samenwerkingsgerecht gebaseerd is, het recht om zich uit te spreken over zijn bevoegdheid. Het is dan ook raadzaam voor dit ontwerp eenzelfde regeling uit te werken.

N° 14 — AMENDEMENT PROPOSE
PAR MM. DUQUESNE ET MONFILS

ART. 5bis (nouveau)

Insérer un article 5bis (nouveau), libellé comme suit :

« Les notions de notification, domicile et siège doivent s'entendre dans le sens qui leur est attribué par le chapitre VII de la première partie du Code judiciaire. »

Justification

Selon l'exposé des motifs du projet, celui-ci est largement inspiré par les dispositions du Code judiciaire. Dès lors, il s'indique que les notions utilisées aient la même signification que celle qui leur est attribuée par le Code judiciaire.

C'est une question de sécurité juridique. Le fonctionnement de la juridiction de coopération est basé essentiellement sur les notifications de tous les documents aux parties à leur domicile.

Il apparaît donc nécessaire de préciser expressément que ces deux notions ont le même sens que celui qu'elles ont dans le Code judiciaire.

A. DUQUESNE.
Ph. MONFILS.

*
**

N° 15 — AMENDEMENT PROPOSE
PAR MM. MONFILS ET DUQUESNE

ART. 6 à 10

Supprimer le chapitre IV comprenant les articles 6 à 10.

Justification

Selon l'exposé des motifs, la procédure devant les juridictions de coopération est largement inspirée de la procédure arbitrale du Code judiciaire. Or, cette dernière n'envisage pas la possibilité d'une conciliation à tenter par la juridiction arbitrale elle-même. Il n'y a donc aucune raison de la prévoir dans le cadre du présent projet.

Ph. MONFILS.
A. DUQUESNE.

*
**

Nr. 14 — AMENDEMENT
VAN DE HEREN DUQUESNE EN MONFILS

ART. 5bis (nieuw)

Een artikel 5bis (nieuw) in te voegen, luidende :

« De begrippen kennisgeving, woonplaats en zetel dienen te worden begrepen in de betekenis die daaraan wordt gegeven in hoofdstuk VII van het eerste deel van het Gerechtelijk Wetboek. »

Verantwoording

Volgens de memorie van toelichting is het ontwerp in ruime mate gebaseerd op de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek. Het is dan ook aangewezen dat hier de gehanteerde begrippen dezelfde betekenis hebben als in het Gerechtelijk Wetboek.

Het is een kwestie van rechtszekerheid. De werking van het samenwerkingsgerecht steunt vooral op de kennisgeving van alle stukken aan de partijen in hun woonplaats.

Het blijkt dus noodzakelijk uitdrukkelijk te bepalen dat die twee begrippen dezelfde betekenis hebben als die welke eraan wordt gegeven in het Gerechtelijk Wetboek.

*
**

Nr. 15 — AMENDEMENT
VAN DE HEREN MONFILS EN DUQUESNE

ART. 6 tot 10

De artikelen 6 tot 10 (hoofdstuk IV) te doen vervallen.

Verantwoording

Volgens de memorie van toelichting is de procedure voor de samenwerkingsgerechten voor een groot deel gebaseerd op de scheidsrechterlijke procedure van het Gerechtelijk Wetboek. Die voorziet evenwel niet in de mogelijkheid van verzoening die door het scheidsgerecht zelf onderzocht moet worden. Er bestaat dus geen enkele reden om die in dit ontwerp op te nemen.

*
**

N° 16 — AMENDEMENT SUBSIDIAIRE PROPOSE
PAR MM. DUQUESNE ET MONFILS
A LEUR AMENDEMENT

(Doc. n° 563-15)

ART. 9

Compléter cet article par un deuxième alinéa, libellé comme suit :

« Le procès-verbal constatant l'accord intervenu à l'autorité de la chose jugée entre les parties. »

Justification

Dans la procédure de conciliation, telle qu'elle existe en droit commun, l'accord intervenu entre les parties a la valeur d'un jugement.

L'article 733 du Code judiciaire précise d'ailleurs que le procès-verbal constatant cet accord peut faire l'objet d'une expédition revêtue de la formule exécutoire.

Il doit en être de même de l'accord de conciliation prévu dans le cadre du présent projet, à défaut de priver cet accord de toute valeur.

A. DUQUESNE.
Ph. MONFILS.

**

N° 17 — AMENDEMENT PROPOSE
PAR MM. MONFILS ET DUQUESNE

ART. 12

Au premier alinéa de cet article, remplacer le membre de phrase « Le mémoire en réponse de la partie défenderesse doit être notifié... » par « Les conclusions de la partie défenderesse doivent être notifiées... »

Justification

L'exposé des motifs du projet précise que celui-ci est largement inspiré par les dispositions du Code judiciaire, c'est-à-dire par des dispositions de droit commun en matière civile ou commerciale.

Le Code judiciaire parle de conclusions.

C'est devant le Conseil d'Etat que l'on parle de mémoire et de réplique. A partir du moment où le projet de loi se situe dans la mouvance du Code judiciaire, et non dans la ligne du droit administratif et du Conseil d'Etat, il importe d'utiliser les termes propres au Code judiciaire et de parler, en conséquence, de conclusions.

Ph. MONFILS.
A. DUQUESNE.

**

Nr. 16 — SUBSIDIAIR AMENDEMENT
VAN DE HEREN DUQUESNE EN MONFILS
OP HUN AMENDEMENT

(Gedr. St. nr. 563-15)

ART. 9

Dit artikel aan te vullen met een tweede lid, luidende :

« Het proces-verbaal waaruit blijkt dat de overeenkomst is tot stand gekomen, heeft kracht van gewijsde tussen de partijen. »

Verantwoording

In de verzoeningsprocedure, zoals die in het gemeene recht bestaat, heeft de overeenkomst die tussen de partijen tot stand is gekomen, de waarde van een vonnis.

Artikel 733 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt trouwens dat de uitgifte van het proces-verbaal waarin de bewoordingen van een schikking worden opgetekend, wordt voorzien van het formulier van tenuitvoerlegging.

Dat moet ook gelden voor de verzoeningsovereenkomst waarvan sprake is in dit ontwerp, anders heeft die overeenkomst geen betekenis.

**

Nr. 17 — AMENDEMENT
VAN DE HEREN MONFILS EN DUQUESNE

ART. 12

In § 1 van dit artikel het zinsdeel « De memorie van de verwerende partij moet » te vervangen als volgt : « De conclusie van de verwerende partij moet ».

Verantwoording

In de memorie van toelichting staat dat het ontwerp gedeels is ingegeven door het Gerechtelijk Wetboek, dus door bepalingen van het gemeene recht in burgerlijke of handelszaken.

Het Gerechtelijk Wetboek spreekt van « conclusies ».

Bij de Raad van State gaat het om « memorie » en « repliek ». Aangezien het ontwerp het Gerechtelijk Wetboek volgt en niet het administratief recht en de Raad van State, behoort de terminologie van het Gerechtelijk Wetboek gebruikt te worden, en dus ook het woord « conclusie ».

**

N° 18 — AMENDEMENT PROPOSE
PAR MM. DUQUESNE ET MONFILS

ART. 13

A cet article, remplacer les mots « une réplique » par les mots « des conclusions » et les mots « du mémoire en réponse » par les mots « des conclusions de la partie défenderesse ».

Justification

Même justification que pour l'article 12 (voir Doc. n° 563-17).

A. DUQUESNE.
Ph. MONFILS.

**

N° 19 — AMENDEMENT PROPOSE
PAR MM. MONFILS ET DUQUESNE

ART. 14

A cet article remplacer les mots « une duplique » par les mots « des conclusions additionnelles » et les mots « de la notification de la réplique » par les mots « de la notification des conclusions de la partie demanderesse ».

Justification

Même justification que pour l'amendement à l'article 12 (voir Doc. n° 563-17).

Ph. MONFILS.
A. DUQUESNE.

**

N° 20 — AMENDEMENT PROPOSE
PAR MM. DUQUESNE ET MONFILS

ART. 12, 13 et 14

A ces articles, remplacer les mots « dix jours » par les mots « trente jours ».

Justification

Les délais prévus par le projet sont irréalistes. Aussi bien le Code judiciaire, pour les affaires du droit commun, que la législation sur le Conseil d'Etat, pour les litiges administratifs, envisagent des délais supérieurs. Ceux-ci doivent être d'autant plus longs que les dossiers concernés par le présent projet seront constitués par des administrations publiques et que

Nr. 18 — AMENDEMENT
VAN DE HEREN DUQUESNE EN MONFILS

ART. 13

In dit artikel de woorden « de memorie van antwoord » te vervangen door de woorden « conclusie van de verwerende partij » en de woorden « een repliek » door het woord « conclusie ».

Verantwoording

Zelfde verantwoording als bij het amendement op artikel 12 (Gedr. St. nr. 563-17).

**

Nr. 19 — AMENDEMENT
VAN DE HEREN MONFILS EN DUQUESNE

ART. 14

In dit artikel de woorden « de kennisgeving van de repliek » te vervangen door de woorden « de kennisgeving van de conclusie van de eisende partij » en de woorden « een wederreplik » door de woorden « een aanvullende conclusie ».

Verantwoording

Zelfde verantwoording als bij het amendement op artikel 12 (zie Gedr. St. nr. 563-17).

**

Nr. 20 — AMENDEMENT
VAN DE HEREN DUQUESNE EN MONFILS

ART. 12, 13 en 14

In deze artikelen, de woorden « tien dagen » te vervangen door de woorden « dertig dagen ».

Verantwoording

De termijnen waarin het ontwerp voorziet zijn niet redelijk. Het Gerechtelijk Wetboek voorziet voor zaken van gemeen recht in langere termijnen. De wetgeving op de Raad van State doet hetzelfde voor bestuursrechtelijke geschillen. Daar is des te meer reden voor omdat de dossiers bedoeld in dit ontwerp zullen worden samengesteld door openbare

leur constitution et leur acheminement devront suivre la voie hiérarchique, ce qui est impossible à réaliser en dix jours.

A. DUQUESNE.
Ph. MONFILS.

**

N° 21 — AMENDEMENT PROPOSE PAR MM. MONFILS ET DUQUESNE

ART. 15

Supprimer cet article.

Justification

Cette disposition du projet apparaît comme trop contraignante. Elle est contraire à l'article 748 du Code judiciaire qui précise que si les circonstances de la cause le justifient, les délais fixés aux parties pour conclure peuvent être modifiés amiablement ou, les parties entendues ou appelées, par le juge.

D'autre part, la législation relative à la procédure devant le Conseil d'Etat permet également de proroger les délais impartis aux différentes parties pour déposer leur mémoire.

Ph. MONFILS.
A. DUQUESNE.

**

N° 22 — AMENDEMENT SUBSIDIAIRE PROPOSE PAR MM. DUQUESNE ET MONFILS A LEUR AMENDEMENT

(Doc. n° 563-21)

ART. 15

Subsidiairement :

Remplacer cet article par la disposition suivante :

« Si les circonstances de la cause le justifient, les délais fixés aux parties pour mettre l'affaire en état peuvent être modifiés amiablement ou, les parties entendues ou appelées, par le président de la juridiction. »

Justification

L'article 15 du projet, tel que libellé, est plus contraignant que la disposition correspondante du Code judiciaire (article 748) ou encore plus contraignant que les dispositions réglant la procédure devant le Conseil d'Etat.

Il s'indique d'adoucir cet aspect contraignant en reprenant, dans le texte du projet, la disposition de l'article 748 du Code judiciaire.

A. DUQUESNE.
Ph. MONFILS.

**

besturen, en dat voor de samenstelling en de verzending ervan de hiërarchische weg moet worden gevolgd. Dit alles kan niet binnen tien dagen verwezenlijkt worden.

**

Nr. 21 — AMENDEMENT VAN DE HEREN MONFILS EN DUQUESNE

ART. 15

Dit artikel te doen vervallen.

Verantwoording

De bepaling van het ontwerp lijkt te dwingend. Ze is strijdig met artikel 748 van het Gerechtelijk Wetboek dat bepaalt : « Wanneer de omstandigheden van de zaak dit rechtvaardigen, kunnen de termijnen die aan de partijen voor het nemen van hun conclusies gesteld zijn, in der minne of, de partijen gehoord of opgeroepen zijnde, door de rechter worden gewijzigd. »

Voorts maakt ook de wetgeving inzake de rechtspleging voor de Raad van State de verlenging mogelijk van de termijnen die aan de onderscheiden partijen worden opgelegd voor het indienen van hun memorie.

**

Nr. 22 — SUBSIDIAIR AMENDEMENT VAN DE HEREN DUQUESNE EN MONFILS OP HUN AMENDEMENT

(Gedr. St. nr. 563-21)

ART. 15

Subsidiair :

Dit artikel te vervangen als volgt :

« Wanneer de omstandigheden van de zaak dit rechtvaardigen, kunnen de termijnen die aan de partijen voor het nemen van hun conclusies gesteld zijn, in der minne of, de partijen gehoord of opgeroepen zijnde, door de rechter worden gewijzigd. »

Verantwoording

Artikel 15 van het ontwerp is strenger geformuleerd dan de overeenstemmende bepaling van het Gerechtelijk Wetboek (artikel 748) en zelfs nog strenger dan de bepalingen die de rechtspleging voor de Raad van State regelen.

Het is aangewezen die strenge formulering enigszins af te zwakken door in de tekst van het ontwerp de bepaling van artikel 748 van het Gerechtelijk Wetboek over te nemen.

**

N° 23 — AMENDEMENT PROPOSE
PAR MM. MONFILS ET DUQUESNE

ART. 17bis (nouveau)

Insérer un article 17bis (nouveau), rédigé comme suit :

« Article 17bis. — § 1^{er}. Tout tiers justifiant d'un intérêt directement lié à l'accord de coopération litigieux peut faire acte d'intervention volontaire devant la juridiction.

Cette intervention est notifiée aux autres parties dans les formes de l'article 4, § 1^{er}. En outre, la notification de l'intervention volontaire contient la désignation du membre supplémentaire de la juridiction sur lequel l'intervenant a porté son choix.

§ 2. Toute partie au litige peut former une demande en intervention forcée à l'égard d'un tiers. Cette demande est formulée selon les modalités prévues à l'article 4, § 1^{er}. L'intervenant forcé procède à la désignation du membre supplémentaire de la juridiction dans les délais prévus à l'article 4, §§ 2, 3 et 4. »

Justification

La bonne exécution des accords de coopération peut avoir des répercussions importantes pour les droits et intérêts de certains tiers. On peut ainsi penser à la situation des entrepreneurs de travaux publics ayant passé des contrats avec l'une des parties à un accord de coopération dont l'interprétation ou l'exécution est controversée. Rien dans le projet ne prévoit la possibilité pour ces tiers de faire valoir leurs droits devant la juridiction de coopération. Il convient de leur accorder cette possibilité par la voie d'une intervention volontaire. De même, si l'une des parties au litige entend faire valoir ses droits à l'égard d'un tiers, rien dans le projet ne prévoit la possibilité d'une intervention forcée. Ils convient donc de prévoir cette possibilité, à l'instar de ce qui existe dans le Code judiciaire.

Ph. MONFILS.
A. DUQUESNE.

**

N° 24 — AMENDEMENT PROPOSE
PAR MM. DUQUESNE ET MONFILS

ART. 18

Supprimer, au premier alinéa de cet article, les mots « le cas échéant, dans les limites fixées de commun accord entre les parties ».

Justification

Reconnaître un droit d'instruction à la juridiction, selon les dispositions du Code judiciaire, et restreindre ensuite ce

Nr. 23 — AMENDEMENT
VAN DE HEREN MONFILS EN DUQUESNE

ART. 17bis (nieuw)

Een artikel 17bis (nieuw) in te voegen, luidende :

« Artikel 17bis. — § 1. Iedere derde die van een belang doet blijken dat rechtstreeks verbonden is aan het betwiste samenwerkingsakkoord, kan vrijwillig tussenkomen voor het rechtscollege.

Van die tussenkomst wordt aan de andere partijen kennis gegeven in de vorm bepaald in artikel 4, § 1. Bovendien wijst de tussenkomende partij, in de kennisgeving van de vrijwillige tussenkomst, een bijkomend lid van het rechtscollege aan.

§ 2. Iedere partij bij het geschil kan de gedwongen tussenkomst van een derde vorderen. Die vordering wordt opgesteld op de wijze bepaald in artikel 4, § 1. De partij die gedwongen wordt tussen te komen, wijst een bijkomend lid van het rechtscollege aan binnen de termijnen bepaald in artikel 4, §§ 2, 3 en 4. »

Verantwoording

Een behoorlijke uitvoering van de samenwerkingsakkoorden kan aanzienlijke gevolgen hebben voor de rechten en belangen van sommige derden. Men denke bijvoorbeeld aan de situatie van de aannemers van openbare werken die een contract gesloten hebben met een van de partijen bij een samenwerkingsakkoord waarvan de interpretatie of de uitvoering betwist wordt. Het ontwerp biedt die derden niet de mogelijkheid om hun rechten te doen gelden voor het samenwerkingsgerecht. Zij behoren die kans te krijgen via de vrijwillige tussenkomst. Indien voorts een van de partijen bij het geschil haar rechten wil doen gelden ten opzichte van een derde, voorziet het ontwerp niet in de mogelijkheid van een gedwongen tussenkomst. Die toestand moet verholpen worden op de manier die in het Gerechtelijk Wetboek is bepaald.

**

Nr. 24 — AMENDEMENT
VAN DE HEREN DUQUESNE EN MONFILS

ART. 18

In het eerste lid van dit artikel, de woorden « in voorkomend geval, binnen de in gemeen overleg tussen de partijen vastgestelde beperkingen » te doen vervallen.

Verantwoording

Het heeft geen zin een recht van onderzoek toe te kennen aan het samenwerkingsgerecht, overeenkomstig de bepalin-

droit, reconnu de principe, aux limites fixées par les parties elles-mêmes, n'a pas de sens.

On peut en effet imaginer que, dans leur accord, les parties décident de n'accorder aucun pouvoir d'instruction à la juridiction.

Comment celle-ci pourrait-elle alors s'informer objectivement sur certains aspects du litige dont la complexité technique peut dépasser les compétences d'un magistrat, qui ne pourrait alors se faire assister par des experts ou des techniciens ?

Il faut rendre à la juridiction la totale liberté d'apprécier l'opportunité ou la nécessité de recourir à toutes les mesures d'instruction prévues par le Code judiciaire.

A. DUQUESNE.
Ph. MONFILS.



N° 25 — AMENDEMENT PROPOSE
PAR MM. MONFILS ET DUQUESNE

ART. 21

Compléter le premier alinéa de cet article par la phrase suivante :

« Le délai de comparution est de huitaine. »

Justification

Le Conseil d'Etat avait fait remarquer que le texte du projet ne prévoit pas de délai entre la convocation des parties et l'audience.

Il s'agit pourtant d'une règle élémentaire pour le respect des droits de la défense.

Le délai ordinaire des citations de droit commun, peut, à cet égard, être retenu.

Ph. MONFILS.
A. DUQUESNE.



N° 26 — AMENDEMENT PROPOSE
PAR MM. DUQUESNE ET MONFILS

ART. 22

Compléter cet article par la disposition suivante :

« Cette date est notifiée à toutes les parties intervenant au litige par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception. »

Justification

Lorsque la procédure est orale, la juridiction communique aux parties à la fin de l'audience, la date à laquelle la décision sera prononcée. Les parties sont donc informées immédiatement et de vive voix.

gen van het Gerechtelijk Wetboek, en nadien dat principieel toegekende recht door de partijen te laten beperken.

Het zou wel eens kunnen dat de partijen het erover eens worden, aan het samenwerkingsgerecht geen onderzoeksbevoegdheden te verlenen.

Hoe kan het gerecht dan objectieve informatie inwinnen over bepaalde aspecten van het geschil, indien die technisch zo ingewikkeld zijn dat ze de deskundigheid van een magistraat te boven gaan, en hij zich niet kan laten bijstaan door experts of technici ?

Het samenwerkingsgerecht moet volledig vrij zijn om te beoordelen of het wenselijk of noodzakelijk is een beroep te doen op alle onderzoeksverrichtingen waarin het Gerechtelijk Wetboek voorziet.



Nr. 25 — AMENDEMENT
VAN DE HEREN MONFILS EN DUQUESNE

ART. 21

Het eerste lid van dit artikel aan te vullen als volgt :

« De termijn om te verschijnen bedraagt acht dagen. »

Verantwoording

De Raad van State heeft erop gewezen dat de tekst geen termijn bepaalt tussen de oproeping van de partijen en de terechtzitting.

Voor de eerbiediging van de rechten van de verdediging gaat het nochtans om een vuistregel.

Op dat stuk kan de gewone dagvaardigingstermijn van het gemeen recht in aanmerking worden genomen.



Nr. 26 — AMENDEMENT
VAN DE HEREN DUQUESNE EN MONFILS

ART. 22

Dit artikel aan te vullen als volgt :

« Deze datum wordt bekendgemaakt aan alle bij het geschil betrokken partijen bij een ter post aangezekende brief met ontvangstbewijs. »

Verantwoording

Bij een mondelinge procedure deelt het rechtscollege aan de partijen op het einde van de terechtzitting de datum mee waarop de uitspraak zal worden gedaan. De partijen worden dus onmiddellijk mondeling op de hoogte gebracht.

Lorsque la procédure se fait par écrit, par définition, les parties ne sont pas présentes devant la juridiction et il est donc nécessaire de prévoir expressément que cette dernière devra communiquer aux parties la date à laquelle elle prononcera sa décision.

A. DUQUESNE.
Ph. MONFILS.

**

N° 27 — AMENDEMENT PROPOSE PAR MM. MONFILS ET DUQUESNE

ART. 24

Compléter cet article par un troisième alinéa, rédigé comme suit :

« Elle peut également se faire représenter ou assister par un avocat inscrit au tableau de l'Ordre. »

Justification

Nulle part, le texte du projet ne prévoit l'intervention d'un avocat. Celui-ci est pourtant, par essence même, un auxiliaire de justice. Son intervention semble d'autant plus indiquée que les litiges visés par le projet sont complexes et nécessitent l'intervention de techniciens du droit.

Ph. MONFILS.
A. DUQUESNE.

**

N° 28 — AMENDEMENT PROPOSE PAR MM. DUQUESNE ET MONFILS

ART. 25

A cet article, supprimer les mots « à moins que les parties ne renoncent expressément à la publicité. »

Justification

La règle normale, dans notre système démocratique, est la publicité des débats judiciaires. L'article 96 de la Constitution et l'article 757 du Code judiciaire le rappellent. Il n'y a aucune raison pour que la publicité des débats devant les juridictions de coopération soit laissée à la seule appréciation des parties. Même en matière administrative, les audiences du Conseil d'Etat sont publiques.

A. DUQUESNE.
Ph. MONFILS.

**

Gaat het om een schriftelijke procedure, dan zijn de partijen uit de aard der zaak niet aanwezig op de zitting van het rechtscollège en moet dus uitdrukkelijk worden bepaald dat dit collège aan de partijen meedeelt op welke dag het uitspraak zal doen.

**

Nr. 27 — AMENDEMENT VAN DE HEREN MONFILS EN DUQUESNE

ART. 24

Aan dit artikel een derde lid toe te voegen, luidende :

« Zij mag zich eveneens laten vertegenwoordigen of bijstaan door een advocaat die ingeschreven is op het tableau van de Orde van advocaten. »

Verantwoording

Het ontwerp voorziet nergens in de mogelijkheid om een advocaat in te schakelen. Die is nochtans per definitie betrokken bij de rechtsbedeling. Zijn optreden is des te meer geraden daar de in het ontwerp bedoelde geschillen ingewikkeld zijn en het optreden vereisen van personen die met de rechtspraak vertrouwd zijn.

**

Nr. 28 — AMENDEMENT VAN DE HEREN DUQUESNE EN MONFILS

ART. 25

In dit artikel de woorden « tenzij de partijen uitdrukkelijk van de openbaarheid afzien » te doen vervallen.

Verantwoording

In ons democratisch bestel is de openbaarheid van het rechtsgeding de regel. Dat staat duidelijk vermeld in artikel 96 van de Grondwet en in artikel 757 van het Gerechtelijk Wetboek. Er bestaat geen geldige reden om de openbaarheid van rechtsgedingen die bij de samenwerkingsgerechten aanhangig zijn, te doen afhangen van het oordeel van de partijen alleen. Zelfs in administratieve zaken zijn de zittingen van de Raad van State openbaar.

**

N° 29 — AMENDEMENT PROPOSE
PAR MM. MONFILS ET DUQUESNE

ART. 26

Compléter cet article par un troisième alinéa, rédigé comme suit :

« Chaque partie peut utiliser la langue de son choix. »

Justification

Le texte du projet se borne à préciser quelle langue les parties sont présumées connaître et quelle langue le juge peut utiliser.

Il faut compléter ces dispositions en prévoyant expressément quelle langue les parties peuvent elles-mêmes utiliser devant la juridiction.

Ph. MONFILS.
A. DUQUESNE.

**

N° 30 — AMENDEMENT PROPOSE
PAR MM. MONFILS ET DUQUESNE

ART. 39

Remplacer cet article par la disposition suivante :

« Les délibérations de la juridiction de coopération sont secrètes. Ne peuvent prendre part aux délibérations que ceux qui ont assisté à toutes les audiences de la cause ou qui ont participé à son instruction dans sa totalité. »

Justification

Le texte du projet n'envisage pas l'hypothèse d'un membre de la juridiction qui n'aurait pu connaître de la totalité de la cause depuis son début. Selon le texte du projet, qui précise que tous les membres participent aux délibérés, celui-ci serait tenu de délibérer sans avoir pu participer à toute l'instruction de l'affaire. Semblable situation serait en contradiction avec le texte de l'article 779 du Code judiciaire.

Ph. MONFILS.
A. DUQUESNE.

**

N° 31 — AMENDEMENT PROPOSE
PAR MM. DUQUESNE ET MONFILS

ART. 42

A cet article, compléter la première phrase par les mots « ainsi que par le greffier ».

Nr. 29 — AMENDEMENT
VAN DE HEREN MONFILS EN DUQUESNE

ART. 26

Aan dit artikel een derde lid toe te voegen, luidende :

« Elke partij mag de taal van haar keuze gebruiken. »

Verantwoording

De ontwerp-tekst zegt alleen welke taal de partijen en de rechter geacht worden te kennen en welke taal de rechter mag gebruiken.

Die tekst behoort aangevuld te worden door uitdrukkelijk te bepalen welke taal de partijen zelf voor het rechtscollege mogen gebruiken.

**

Nr. 30 — AMENDEMENT
VAN DE HEREN MONFILS EN DUQUESNE

ART. 39

Dit artikel te vervangen als volgt :

« De beraadslaging van het samenwerkingsgerecht is geheim. Alleen zij die alle zittingen over de zaak hebben bijgewoond en die aan het volledige onderzoek ervan hebben meegewerkt, kunnen deelnemen aan de beraadslagingen. »

Verantwoording

De tekst van het ontwerp houdt geen rekening met de mogelijkheid dat een lid van het rechtscollege de hele zaak eventueel niet vanaf het begin heeft gevolgd. Volgens het ontwerp dat bepaalt dat alle leden moeten deelnemen aan de beraadslagingen, zou de bovenbedoelde persoon uitspraak moeten doen zonder dat hij aan het hele onderzoek van de zaak heeft meegewerkt. Een dergelijke situatie zou strijdig zijn met de tekst van artikel 779 van het Gerechtelijk Wetboek.

**

Nr. 31 — AMENDEMENT
VAN DE HEREN DUQUESNE EN MONFILS

ART. 42

De eerste volzin van dit artikel aan te vullen met de woorden « evenals door de griffier ».

Justification

Dans toute juridiction, le greffier est un rouage essentiel du bon fonctionnement. Assez curieusement, le texte du projet ignore totalement l'existence nécessaire de ce greffier. Conformément à ce qui est prévu en droit commun (article 780 du Code judiciaire), il s'indique de prévoir que le greffier de la juridiction signera la décision avec le président et les membres.

A. DUQUESNE.
Ph. MONFILS.

**

N° 32 — AMENDEMENT PROPOSE
PAR MM. DUQUESNE ET MONFILS

ART. 43

A cet article, au point 1, ajouter les mots « ainsi que du greffier ».

Justification

Même justification que pour l'amendement à l'article 42 (Doc. n° 563-31).

A. DUQUESNE.
Ph. MONFILS.

**

N° 33 — AMENDEMENT PROPOSE
PAR MM. MONFILS ET DUQUESNE

ART. 48

Remplacer cet article par la disposition suivante :

« La juridiction doit rendre sa décision dans le mois qui suit la clôture des débats. »

Justification

Le projet fixe un délai maximum de six mois à partir de l'introduction de la demande pour le prononcé du jugement, délai qui peut être prolongé par accord entre les parties. Cette disposition est inspirée de l'article 1698 du Code judiciaire en matière d'arbitrage. Cependant, le projet ne précise pas (contrairement au Code judiciaire) ce qui se passe dans le cas où un accord de prorogation n'intervient pas.

Or, l'une des parties qui sent la cause lui échapper pourrait se refuser à proroger le délai alors même que la juridiction est dans l'impossibilité de prendre sa décision en raison de certaines mesures d'instruction en cours (par exemple une expertise, qui peut prendre de nombreux mois). Que se passerait-il alors au regard de la validité d'une décision tardive ou d'une décision hors délai ? Contrairement au Code judiciaire, le présent texte est muet et l'on est dans le néant juridique. Pour cette raison, il semble préférable de préciser que la décision doit être prononcée dans le mois qui suit la clôture des

Verantwoording

In elk goed werkend rechtscollege is de griffier een essentiële schakel. Eigenaardig genoeg lijkt het ontwerp het bestaan van die griffier te negeren. Overeenkomstig de bepalingen van het gemeen recht (artikel 780 van het Gerechtelijk Wetboek), dient bepaald te worden dat de griffier van het rechtscollege de beslissing ondertekent samen met de voorzitter en de leden.

**

**

Nr. 32 — AMENDEMENT
VAN DE HEREN DUQUESNE EN MONFILS

ART. 43

In dit artikel punt 1 aan te vullen met de woorden « evenals van de griffier ».

Verantwoording

Zelfde verantwoording als bij het amendement op artikel 42 (Gedr. St. nr. 563-31).

**

Nr. 33 — AMENDEMENT
VAN DE HEREN MONFILS EN DUQUESNE

ART. 48

Dit artikel te vervangen als volgt :

« Het rechtscollege moet zijn beslissing wijzen binnen de maand na de sluiting van de debatten. »

Verantwoording

Het ontwerp bepaalt dat een uitspraak moet worden gedaan binnen een termijn van maximaal zes maanden vanaf de indiening van het verzoek. Die termijn kan worden verlengd wanneer de partijen het daarover eens zijn. Die bepaling is gebaseerd op artikel 1698 van het Gerechtelijk Wetboek inzake het scheidsgerecht. In tegenstelling tot het Gerechtelijk Wetboek bepaalt het ontwerp echter niet wat er gebeurt indien er geen akkoord over de verlenging tot stand komt.

Een van de partijen die voelt dat ze de controle over de zaak verliest, zou kunnen weigeren de termijn te verlengen hoewel het rechtscollege in de onmogelijkheid verkeert om een beslissing te nemen, daar sommige onderzoeksmaatregelen nog niet beëindigd zijn (bijvoorbeeld een deskundigenonderzoek dat verschillende maanden in beslag kan nemen). Wat zou er dan gebeuren op het gebied van de geldigheid van een latijddige beslissing of van een beslissing die na het verstrijken van de opgelegde termijnen genomen wordt ? In tegenstelling tot het Gerechtelijk Wetboek zegt de tekst niets daarover, men

débats, ce qui laisse à la juridiction la possibilité de mener sans précipitation toutes mesures d'instruction adéquates.

Ph. MONFILS.
A. DUQUESNE.



N° 34 — AMENDEMENT PROPOSE
PAR M. DUQUESNE ET CONSORTS

ART. 48bis (nouveau)

Insérer un article 48bis (nouveau), libellé comme suit :

« Article 48bis. — La décision de la juridiction arbitrale, préalablement à sa mise à exécution, doit être soumise pour exequatur à un collège composé du premier président de la Cour de cassation, du président de la Cour d'arbitrage et du premier président du Conseil d'Etat ou d'un conseiller à la Cour de cassation, d'un juge à la Cour d'arbitrage, d'un conseiller d'Etat désignés par eux.

Ce collège vérifie la conformité de la décision de la juridiction arbitrale avec les dispositions légales et décrets d'ordre public. »

Justification

Le présent projet fondé sur les articles 66 et 67 de la loi spéciale relative au financement des Régions et Communautés établit un nouveau type de juridiction arbitrale qui s'inspire pour une part de l'arbitrage en droit judiciaire privé mais sans prévoir d'exequatur et pour l'autre part des juridictions administratives mais en supprimant les possibilités de recours.

Rien ne permet donc à une juridiction régulière d'apprécier la conformité de la décision arbitrale à la Constitution et aux dispositions légales et décrets d'ordre public.

De nombreux commissaires ont insisté sur le caractère très particulier de cette nouvelle juridiction, indiquant qu'il s'agissait d'une innovation dans notre droit qui devrait rester tout à fait exceptionnelle.

Dans un souci de sécurité juridique, l'objet du présent amendement qui lui aussi innove, est de confier à un collège des plus hauts magistrats du Royaume la mission de vérifier si la décision arbitrale ne contient rien de contraire aux dispositions d'ordre public de notre droit.

Le Ministre a justifié ce projet par son caractère *sui generis*. La même justification vaut pour le présent amendement.

A. DUQUESNE.
Ph. MONFILS.
J. DELRUELLE-GHOBERT.



bevindt zich in een juridisch vacuüm. Daarom lijkt het verkieslijk te verduidelijken dat de beslissing moet worden genomen binnen de maand die volgt op de sluiting van de debatten, wat het rechtscollege de mogelijkheid biedt om zonder overhaasting de gepaste onderzoeksverrichtingen te doen.



Nr. 34 — AMENDEMENT
VAN DE HEER DUQUESNE c.s.

ART. 48bis (nieuw)

Een artikel 48bis (nieuw) in te voegen, luidende :

« Artikel 48bis. — Met het oog op de uitvoerbaarverklaring, moet de beslissing van het scheidsrechterlijk college, vóór de tenuitvoerlegging, voorgelegd worden aan een college bestaande uit de eerste voorzitter van het Hof van Cassatie, de voorzitter van het Arbitragehof en de eerste voorzitter van de Raad van State of uit een raadsheer in Hof van Cassatie, een rechter in het Arbitragehof en een Staatsraad, die door hen worden aangewezen.

Dit college toetst de beslissing van het scheidsrechterlijk college aan de bepalingen van de wetten en decreten, die van openbare orde zijn. »

Verantwoording

Dit ontwerp dat steunt op de artikelen 66 en 67 van de bijzondere wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, richt een nieuw scheidsrechterlijk college op dat enerzijds gelijkenis vertoont met het scheidsrecht voor privé-personen uit het Gerechtelijk Wetboek doch niet voorziet in een uitvoerbaarverklaring en anderzijds doet denken aan de administratieve rechtscolleges, maar dan weer de mogelijkheid afschaft om beroep in te stellen.

Er is dus geen wettelijk rechtscollege dat de scheidsrechterlijke beslissing kan toetsen aan de Grondwet en aan de bepalingen van wetten en decreten die van openbare orde zijn.

Vele commissieleden hebben het uitzonderlijk karakter van dit nieuwe rechtscollege benadrukt en erop gewezen dat het ging om een nieuwigheid in ons rechtssysteem die echter uitzonderlijk moet blijven.

Met het oog op de rechtszekerheid wil dit amendement, dat op zijn beurt een nieuwigheid invoert, een college samengesteld uit de hoogste magistraten van het Rijk, de opdracht geven na te gaan of de scheidsrechterlijke beslissing elementen bevat die strijdig zijn met de bepalingen van openbare orde in ons recht.

De Minister heeft dit ontwerp verantwoord door zijn *sui generis*-karakter. Dezelfde verantwoording geldt voor dit amendement.



N° 35 — AMENDEMENT PROPOSE
PAR MM. DUQUESNE ET MONFILS

ART. 56

Compléter cet article par un deuxième alinéa, rédigé comme suit :

« Le Roi fixe, en établissant un barème à cette fin, la rémunération du président et des membres. Les frais d'expertise ou d'enquête sont fixés par référence au tarif des frais et dépenses en matière civile et commerciale, tels que déterminés par l'arrêté royal du 24 mai 1933. »

Justification

Aucune disposition du projet ne prévoit la manière dont la rémunération des membres de la juridiction sera fixée. Cette lacune est regrettable car on peut supposer qu'elle laisse la porte ouverte à tous les types de marchandage, ce qui ne manquerait pas d'être malsain pour l'objectivité et la sérénité des travaux de la juridiction.

Il en est de même pour ce qui concerne les frais d'expertise ou d'enquête.

Il s'indique dès lors de prévoir que toutes ces dépenses ne seront pas laissées à la libre discussion entre les parties et les membres de la juridiction. Pour ce faire, ces dépenses doivent être fixées selon un tarif ou un barème préalablement connu.

A. DUQUESNE.
Ph. MONFILS.

**

N° 36 — SOUS-AMENDEMENT PROPOSE
PAR MM. MONFILS ET DUQUESNE
A L'AMENDEMENT PROPOSE PAR EUX

(Doc. n° 563-3)

ART. 2

Au § 1^{er} de cet article, tel que proposé, remplacer le mot « arbitres » par le mot « membres ».

Justification

Etant donné qu'il s'agit, selon le projet, d'une juridiction et non d'un collège d'arbitres, il s'indique de remplacer le terme « arbitre » par le terme « membre ».

Ph. MONFILS.
A. DUQUESNE.

**

Nr. 35 — AMENDEMENT
VAN DE HEREN DUQUESNE EN MONFILS

ART. 56

Dit artikel aan te vullen met een tweede lid, luidende :

« De Koning stelt het tarief vast voor de vergoedingen van de voorzitter en van de leden. De kosten van het deskundigenonderzoek en van de onderzoeksverrichtingen worden vastgesteld op basis van het kostentarif in burgerlijke en handelszaken, zoals bepaald bij koninklijk besluit van 24 mei 1933. »

Verantwoording

Het ontwerp bepaalt niet op welke wijze de vergoeding van de leden van het rechtscollege zal worden geregeld. Die leemte valt te betreuren want zo kan het spel van loven en bieden volop worden gespeeld, wat de objectiviteit en de sereniteit van de werkzaamheden van het rechtscollege zeker niet ten goede zal komen.

Hetzelfde geldt voor de kosten van het deskundigenonderzoek en van de onderzoeksverrichtingen.

Het is dan ook geraden te bepalen dat over die bedragen niet vrij zal kunnen worden onderhandeld door de partijen en de leden van het rechtscollege. Daartoe moeten de bedragen van die vergoedingen en kosten vastgesteld zijn in een vooraf bekende tariefschaal.

**

Nr. 36 — SUBAMENDEMENT
VAN DE HEREN MONFILS EN DUQUESNE
OP HUN AMENDEMENT

(Gedr. St. nr. 563-3)

ART. 2

In de voorgestelde § 1 van dit artikel het woord « scheidsman » te vervangen door het woord « lid ».

Verantwoording

Aangezien het in dit ontwerp gaat om een rechtscollege en niet om een college van scheidslieden, dient het woord « scheidsman » vervangen te worden door het woord « lid ».

**

**N° 37 — AMENDEMENT PROPOSE
PAR MM. DUQUESNE ET MONFILS**

ART. 2

Compléter le § 1^{er} de cet article par la disposition suivante :

« ; les dispositions prévues au chapitre 2 du tome 1^{er} du livre II du Code judiciaire sont d'application. »

Justification

Il s'agit de procéder à la désignation de membres d'une juridiction. Il convient dès lors de respecter les dispositions applicables à la circonstance et de prévoir expressément les mêmes incompatibilités que celles applicables en vertu du Code judiciaire.

A. DUQUESNE.
Ph. MONFILS.



**N° 38 — AMENDEMENT PROPOSE
PAR Mme HERMAN-MICHIELSENS
ET M. DE BACKER**

ART. 2

Compléter le § 2 de cet article par les mots « ou du Conseil d'Etat ».

Justification

Les accords de coopération pour lesquels des juridictions sont créées par le présent projet de loi sont des accords conclus entre l'Etat, les Communautés et les Régions et relèvent donc essentiellement du droit administratif. Ils comportent des dispositions relatives à la gestion conjointe des institutions, la prise et le développement d'initiatives en commun, l'exercice conjoint de compétences propres, ou la coopération obligatoire concernant les routes, les canaux ou les rivières qui dépassent les limites d'une région, ou concernant les réseaux de télécommunication et de télécontrôle. Ces matières relèvent également, de manière exclusive et prédominante, du droit administratif.

Aussi serait-il préférable de choisir comme président des juridictions à créer un magistrat qui appartienne à la juridiction administrative la plus élevée de notre pays, à savoir le Conseil d'Etat. En effet, grâce à sa fonction d'avis et de par sa jurisprudence, celui-ci a une expérience importante en la matière.

**Nr. 37 — AMENDEMENT
VAN DE HEREN DUQUESNE EN MONFILS**

ART. 2

Paragraaf 1 van dit artikel aan te vullen als volgt :

« ; de bepalingen van hoofdstuk 2, deel 1, boek II, van het Gerechtelijk Wetboek zijn mede van toepassing. »

Verantwoording

Dit artikel betreft de aanwijzing van de leden van een rechtscollège. Derhalve dienen de ter zake geldende voorschriften te worden nageleefd en dient ook uitdrukkelijk te worden verwezen naar de onverenigbaarheden waarin het Gerechtelijk Wetboek voorziet.



**Nr. 38 — AMENDEMENT
VAN Mevr. HERMAN-MICHIELSENS
EN DE HEER DE BACKER**

ART. 2

Paragraaf 2 van dit artikel aan te vullen als volgt :
« of van de Raad van State ».

Verantwoording

De samenwerkingsakkoorden, waarvoor dit wetsontwerp rechtscollèges opricht, zijn overeenkomsten onder de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten en zijn dus primordiaal van administratiefrechtelijke aard. Zij bevatten bepalingen over het gezamenlijk beheer van instellingen, het samen nemen en uitwerken van initiatieven, of het gezamenlijk uitoefenen van eigen bevoegdheden of over de verplichte samenwerking betreffende gewestgrensoverschrijdende wegen, kanalen of rivieren of betreffende de telecommunicatie- en telecontrole-netwerken. Deze materies hebben eveneens een uitsluitend of overheersend administratiefrechtelijk karakter.

Het verdient dan ook de voorkeur, als voorzitter van de op te richten rechtscollèges een magistraat te nemen die behoort tot het hoogste administratieve rechtscollège in ons land, de Raad van State. Deze heeft immers door zijn adviesfunctie én door rechtspraak een enorme ervaring op dit vlak opgebouwd.

L. HERMAN-MICHIELSENS.
A. DE BACKER.